

Jean Ferdinand Mbah

Les Tribulations de la Sociologie gabonaise: science des problèmes sociaux ou science des faits construits?

Résumé

L'Histoire, le Droit et l'Economie sont des disciplines connues et bien instituées au Gabon. Ce n'est pas le cas pour la sociologie qui, introduite à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines depuis 1970, reste une discipline très mal connue, parce que insuffisamment tournée vers la résolution des problèmes pratiques, notamment du développement, mal appréciée parce que toujours perçue comme ancrée dans la mise en évidence des dynamismes sociaux et des stratégies des groupes. Dans la mesure où la pratique des recherches sociologiques est insuffisante pour convaincre de l'utilité de la sociologie, une certaine tendance est née, celle qui transformera peu à peu le sociologue en expert. Le présent article s'efforce de donner une image du sociologue et de la sociologie en présentant non seulement les pionniers de la sociologie gabonaise et leur lieu d'exercice, mais aussi les difficultés d'acclimatation de la sociologie, en partie, liées à son orientation qui tendrait non pas à s'occuper du devoir être, mais à dévoiler la nature de la société, ses hiérarchies et ses dynamismes.

Abstract

Economics, Law and History as disciplines are well known and established in Gabon. This is not the case with Sociology, which even though introduced in the Faculty of Letters and Social Sciences since 1970, is still not well known due to the fact that it tends rather to solve practical problems, especially those related to development. It is also not well appreciated because it is always seen as rooted in and brought to the fore by social dynamics and group strategies. In a case where the practice of sociological research is insufficiently convincing about the use of Sociology, a certain tendency will arise, which, bit by bit, will transform the sociologist into an expert. This article sets out to present a picture of the sociologist and of sociology in Gabon. In so doing, it does not only present the pioneers of Sociology in Gabon and where they operate from, but also the difficulties of the domestication of Sociology, which is partly linked to its orientation that has tended to minimise its own existence and

institutionalisation, and to dwell instead on society and its hierarchies and dynamisms.

Introduction

Qui veut comprendre la situation actuelle de la sociologie gabonaise ne peut s'empêcher de la confronter avec l'évolution sociale du pays depuis quarante ans. Pour des raisons évidentes, nous commencerons par « l'an zéro », c'est-à-dire 1960. L'octroi de l'indépendance inaugurerait une nouvelle ère économique, politique, sociale et scientifique.

La présente communication entreprend de poser trois problèmes:

- la périodisation des conditions socio-historiques de l'émergence de la sociologie au Gabon de 1960 à nos jours;
- l'orientation épistémologique de la discipline à travers les objectifs socio-politiques et pédagogiques assignés à l'institution universitaire;
- l'orientation théorique et méthodologique des recherches sociologiques au Gabon.

I – Les pionniers de la sociologie gabonaise

La naissance de la sociologie gabonaise est le fait de deux générations de sociologues qui ont couvert les vingt premières années de l'indépendance.

1. – Les deux pionniers de la première décennie post-indépendante [1960 – 1970]

Dans les travaux sociologiques et anthropologiques des années 1950 – 1960, l'ouvrage de **Georges Balandier**, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, apparaît comme une contribution majeure à la connaissance de la société gabonaise. A cette époque, G. Balandier ne considérait pas que sa tâche unique consistât en une explication du réel, encore moins en une justification du fait accompli. Il tenait déjà la sociologie pour un instrument de critique sociale, mieux, comme un moyen de changer la société. Une telle orientation, explique la prévention du régime contre une science qui tendrait à dévoiler la nature vraie de la société post-coloniale, de ses dynamismes et de ses hiérarchies.

Laurent Marie Biffot est le premier psycho-sociologue gabonais formé dans les universités françaises. Chercheur à l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (O.R.S.T.O.M.), il effectue ses premiers contacts avec le terrain africain, notamment au Congo Brazzaville avec **Roland Devauges** (1958) et au Gabon (1961).

L. M. Biffot a enseigné la sociologie et la psychologie sociale à l'université nationale dès sa création en 1970, puis dirigé l'Institut des Recherches en Sciences Humaines (I.R.S.H.), créé en 1976, après le départ de l'O.R.S.T.O.M. du Gabon.

Au delà de nombreuses enquêtes de terrain, de plusieurs articles ronéotypés par le Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CENAREST) dans le cadre de l'Institut de la Recherche en Sciences Humaines, L. M. Biffot aura contribué à l'émergence d'une réflexion psycho-sociologique des problèmes engendrés par la décolonisation avec notamment : « facteurs d'intégration et de désintégration du travailleur gabonais à son entreprise » (1961) et « Genèse des classes sociales au Gabon » (1977).

S'il n'est pas du tout évident que **L. M. Biffot**, à ses débuts comme à la fin de sa carrière universitaire, faisait de la Recherche – Action, ses interrogations premières l'avaient conduit à comprendre les processus par lesquels les nouveaux immigrants des campagnes s'organisaient en ville et dans l'entreprise. La décomposition sociale et les recompositions des rapports sociaux s'expriment ici en termes d'intégration, désintégration, somme toute une sociologie qui manquait parfois de rigueur conceptuelle et restait assez peu portée sur la dynamique conflictuelle.

2. – *Les pionniers de la seconde décennie post-indépendance* [1970 – 1980]

A partir de 1970, une nouvelle génération de sociologues sort des Universités françaises : **Jean Ekaghba Assey** (Paris V)¹ **Jean Aboughe Obame** (Paris V)², **Nzoughet Mendome Edane** (Paris V)³ et **Jean Ferdinand Mbah** (Paris V)⁴.

Comparativement aux travaux de **L. M. Biffot**, une approche rétrospective des travaux des pionniers de cette génération met en lumière les caractéristiques suivantes :

- Essentiellement théorique, la sociologie de la seconde génération cherchait à résoudre les problèmes préliminaires de méthodologie et d'épistémologie;
- En étroite liaison avec la critique de l'anthropologie classique, elle orientait davantage son questionnement à la fois vers la sociologie dynamique qui a institué la critique de la société coloniale et de la tradition désormais remaniée, manipulée – et en dehors d'elle – puisqu'elle demeurerait consciente de son caractère d'opposition à la structure sociale post-coloniale;
- Sans récuser la pluralité des approches, les sociologues de cette génération tenaient la sociologie pour un instrument de critique sociale, mieux comme un moyen de changer la société.⁵

Parmi ces quatre sociologues, deux ont pour activités principales, l'enseignement et la recherche⁶, les autres ont exercé dans les secteurs privé et public.

3. – *Les sociologues de la troisième génération post-indépendance* [1980 – 1990]

On peut distinguer quatre types de cursus en ce qui concerne les sociologues de la troisième génération⁶:

- les sociologues entièrement formés en France : Gaston Noël Mboumbou Ngoma (I.E.D.E.S.), Guillaume Moutou (Tours);
- les sociologues formés au Gabon et en France : Daniel Mba Allogo (Nantes), Joseph Moutandou Mboumba (Strasbourg), Anaclé Bissiélo (Paris VII), Jean Marie Vianney Bouyou (Paris V), Marcel Bridon (Poitiers), Mesmin Noël Soumaho (Paris V) et Marcelle Bisso Bika (Rouen);
- Les sociologues formés entièrement au Canada : Fidèle Pierre Nzé Nguéma (Laval);
- Les sociologues formés au Gabon (après la réforme du Département) et au Canada : Mathieu Ekwa-Ngui, Flavien Heke Ella, Jean Pierre Ndong Ovono et Ignace Mesmin Ngoua Nguema (Laval).

La caractéristique principale de cette génération est l'hétérogénéité des cursus. Elle se traduit, sur le plan épistémologique, par une différence thématique et théorique très prononcée. En effet, on constate une identité thématique – « développement » – entre ceux des sociologues formés entièrement en France et ceux formés entièrement ou partiellement au Canada. Par contre, les approches sont à la fois convergentes et divergentes pour ceux formés au Gabon et en France. On peut signaler par exemple que J. Moutandou Mboumba, M. Bridon sont sensibles à la problématique du développement, tandis que A. Bissiélo, J. M. V. Bouyou, D. Mba Allogo, M. N. Soumaho et M. Bisso Bika s'occupent respectivement des objets relatifs à l'organisation, l'espace urbain, la classe ouvrière, l'éducation, le politique et le syndical.

II – *La sociologie, Science des problèmes sociaux?*

L'implantation de la sociologie au Gabon commence avec l'Université en 1970. Elle est enseignée, pendant près de dix ans, au sein du Département philosophie – sociologie – psychologie. Ce Tronc Commun, nécessaire au début de l'organisation de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, limitait l'enseignement de la sociologie à l'initiation.

En 1980 – 1981 intervint l'autonomie du Département de sociologie. Cela entraîna une redéfinition des programmes par les enseignants, notamment **A. Diaz, A. Dejean, P. Nguema Obam, Sidibe Sayon, J. Ekaghba Assey et J. F. Mbah**. Cet effort de réflexion déboucha sur l'organisation générale du Département avec la création d'un second cycle complet⁷.

Pendant six ans, la sociologie prit pied dans un climat où son image de discipline tonitruante coexistait avec celle d'absence de débouchés et de la

nécessaire orientation vers la professionnalisation. A cette époque déjà, les formations pour D.E.S.S. et l'Institut de Démographie et de Statistiques étaient suggérées aux étudiants de Licence. Quid des rumeurs infondées mais non moins récurrentes sur la détestabilité de la sociologie?

1. – Les fondements de la réforme du Département de Sociologie

En 1987, les programmes d'enseignement conçus et dispensés à partir de 1981, vont être revus et corrigés, sur l'initiative de G. N. Mboumbou Ngoma, chef de Département, assisté d'un certain nombre d'enseignants dont M. Alihanga, P. Ayamane Anguile, R. Ondo. Cette refonte s'inspirait alors des programmes de l'Institut d'Etudes sur le Développement Economique et Social (I.E.D.E.S.). L'objectif visé était d'orienter le Département vers la « sociologie du développement » pour sauvegarder, semble-t-il, la sociologie menacée de disparition. Une telle orientation accréditait donc la prévention des autorités contre le caractère critique de la sociologie et le fait qu'elle puisse devenir un moyen de changer la société. La proposition initiale de transformer le Département de Sociologie en « Département des Sciences du Développement et des Ressources Humaines » devint, avec l'arrêté n° 000616/MESRS, du 19 novembre 1987, « Département des Sciences Sociales ». Trois missions lui furent assignées:

- « Assurer » un enseignement général de niveau universitaire (...) permettant de présenter des candidats à l'Institut des Planificateurs de l'Education et de la Formation qui doit s'ouvrir à Libreville, à l'Institut de Formation et de Recherche Démographique de Yaoundé, ou à tout établissement de 3^e cycle formant des planificateurs, des statisticiens ou des démographes;
- Former des cadres immédiatement utilisables sur le marché de l'emploi dans les domaines de la planification des ressources humaines et du développement, de la statistique et de la démographie, d'autres spécialités pouvant être ouvertes selon les besoins du marché de l'emploi;
- Procéder à des enquêtes sociales sur les problèmes inhérents au développement du Gabon »⁸.

En conclusion, « la création de ce Département (...) devrait avoir un impact bénéfique sur les services de statistique et de planification en leur fournissant du personnel immédiatement utilisable (...). Sa double vocation d'établissement d'enseignement général universitaire et d'enseignement professionnel ne permet pas le strict respect des normes académiques universitaires en matière de quotas horaires par année d'études »⁹.

2. – *Les nouveaux programmes d'enseignement issus de la réforme du Département*

L'année 1987, représente beaucoup dans l'évolution de la sociologie au Gabon et notamment à l'université. En effet, en combinant le manque de sociologues formés et la paralysie dans le domaine théorique, la peur de la diffamation de la sociologie crée, comme le dit J. Labbens, « un climat propice aux sociologues, mais défavorable à la sociologie »¹⁰. Le contenu de la formation comportera huit matières :

- Sciences sociales,
- Méthodes quantitatives,
- Informatique,
- Démographie,
- Planification,
- Socio-économie du développement,
- Administration et Législation du Travail,
- Administration et gestion des entreprises.

Dans le premier cycle, on revient à la situation antérieure, celle du Tronc Commun où la sociologie totalisait 13 heures sur un volume horaire de 51 heures hebdomadaires en Duel.

Le second cycle est structuré, à partir de la Licence, autour de quatre certificats :

- Sciences Sociales (Tronc Commun) : 4 H 30 seront consacrées à la sociologie (sociologie de la mobilité et stratification sociale, sociologie du travail, sociologie urbaine et rurale);
- A Planification du Développement;
- B Planification des Ressources Humaines : on ne comptabilise que 2 heures pour la sociologie de l'éducation;
- C2 C Mathématiques Sociales;
- C2 D Anthropologie Economique et du Développement.

En Maîtrise, le constat est le même. A l'exception de 4 heures consacrées au Séminaire de Méthodologie, il n'y a aucun enseignement de sociologie dans les quatre certificats de spécialité.

3. – *Les travaux de recherche des étudiants*

Les différents travaux présentés par les étudiants de fin de cycle, reflèteront, pour la plupart, l'orientation développementiste, avec les questionnements suivants :

« La petite et moyenne entreprise est-elle capable de relever le déficit du sous-développement encore latent dans les sociétés gabonaises ? »

« Pourquoi et comment l'orientation multipolaire du processus du développement basé sur les PME agricoles peut-elle constituer une alternative en tant que stratégie du développement du Gabon ? »

« Quelles sont les retombées socio-économiques et culturelles d'un tel développement ? Cette option paysanne serait-elle propice au développement rural ? »

« Peut-on affirmer que cette urbanisation effectuée avec l'aval de la multinationale SHELL – Gabon sur l'investissement a entraîné un véritable développement ? »

Il est évident que la thématique du développement ainsi présentée¹¹, laisse découvrir une série de problèmes sociaux relatifs au sous-développement ici mal cernés, à l'entreprise agricole comme alternative assez peu définie, aux effets induits du développement en milieu rural et en milieu urbain. Si l'avenir du Gabon est dans le développement, le sociologue doit y faire face et la recherche qu'on attend de lui porte sur le présent, un présent reflété par l'avenir et remodelé en fonction de lui. On aboutit donc facilement à la situation où « le sociologue n'est pas fait pour la sociologie, mais la sociologie pour le sociologue »¹²: la sociologie en question est ici celle du développement.

Dix sept ans après la création de l'Université, on peut revenir aux observations de P. Achard sur le développement et la sociologie du développement : « il est possible de reconnaître dans la notion de « développement » non un concept scientifique mais une opération politique, et de construire une sociologie critique des rapports internationaux, en montrant quelle est la sociologie qui permet d'expliquer le fonctionnement social du terme »¹³. Le développement séduit les enseignants et les étudiants du Département alors même que le statut, la spécificité et la nature des recherches que la sociologie du développement implique, restent entièrement posés. Mieux, en lisant J. Lombard, A. Guichaoua et Y. Goussault, la sociologie du développement « ne semble répondre ni à une spécificité thématique (...), ni s'appliquer à un ensemble de sociétés particulières (...) appelées (...) le Tiers Monde » ou simplement « la sociologie du développement n'a pas d'autre spécificité que d'être née à un moment de crise des sciences sociales face aux interpellations que leur opposaient les mutations brutales du Tiers Monde »¹⁴. L'attrait que la thématique du développement exerce sur le monde universitaire gabonais confirme précisément une orientation sociologique primordiale sur deux plans :

La nature de l'objet sociologique, ici la quête et l'étude des problèmes sociaux inhérents à la mise en place des structures de l'Etat au lendemain de l'indépendance;

Le comportement du sociologue qui s'est transformé progressivement en expert du développement.

C'est pourquoi il apparaît opportun que l'on revienne à cette interrogation fondamentale concernant « la sociologie du développement » qui, selon P. Achard, aurait plongé les sociétés primitives « dans le monde moderne en les munissant d'une sociologie » et que cette opération historique avait permis au politique « d'opérer sur l'universitaire », ce qui a fondé une sociologie du développement comme « récupération des travaux ethnologiques dans un champ sociologique néo-colonial. C'est-à-dire que la constitution de ce champ a eu pour effet de fournir une réponse néo-coloniale (le développement) à un questionnement ethnologique anti-colonialiste¹⁵. En cherchant à promouvoir la sociologie par la sociologie du développement parce qu'apparemment plus proche des préoccupations des populations et de l'Etat, la sociologie a été dévoyée, car comme le souligne J. Labbens, « toute recherche, si elle est bien faite, a généralement deux conséquences : elle apporte une contribution à la science; elle contribue au prestige de ceux qui l'ont organisée et réalisée (...). Autrement dit (...), la fonction manifeste (avancement de la science) s'accompagne d'une fonction latente (renforcement de l'institution, prestige du chercheur) »¹⁶.

Dans la situation du Département que nous avons évoquée, la connaissance n'était même plus une fin; elle devenait un moyen au service du sociologue et du Département. C'est pourquoi, il était presque impossible, dans ces conditions, d'entreprendre une recherche exigeante et d'accomplir des travaux de qualité. A la logique imprimante de la thématique du développement, d'autres logiques récurrentes dans l'exercice de la sociologie, notamment celles de l'expertise et de la mise entre parenthèses de la méthodologie, informent, accréditent et singularisent l'orientation exclusivement utilitariste de la sociologie. Ceux des sociologues et enseignants qui croient en l'utilité de la sociologie devraient s'interroger sérieusement pour que l'appel aux sociologues ne discrédite ni les sociologues, ni la sociologie. Car, il appert que, « pour répondre aux questions qu'on lui pose, le sociologue doit nier la spécificité de sa discipline. Il ne peut donc, trop souvent, qu'aligner avec prétention quelques statistiques, affirmer sentencieusement quelques tautologies bien sonnantes, reprendre à son compte les idéologies dominantes du milieu où il vit. C'est ainsi qu'en surestimant les possibilités de la sociologie, on en arrive à annihiler pratiquement la possibilité d'une recherche authentique et les conditions d'un enseignement sérieux »¹⁷. Il faut donc que l'on arrive véritablement à restreindre, dans notre temps de travail, l'importance des contrats d'expertises et de consultation, nationaux et internationaux, publics et privés. Il faut rompre avec l'état d'esprit qui est à la survie financière et matérielle, car si la « marchandisation » du savoir social est consubstantielle à l'histoire des sciences sociales et humaines, elle est aggravée dans notre pays et laisse aucune possibilité aux universitaires de voir quel jeu ils jouent et qu'on leur fait jouer¹⁸.

Si la tendance à l'expertise marginalise la recherche fondamentale et rend difficile la possibilité d'une recherche appliquée ouvertement publique, elle reste l'apanage d'un groupe restreint d'universitaires qui paraissent intégrés à la sphère du pouvoir et dont la production ne parvient pas encore à poser le problème du lien entre connaissance sociale et pouvoir politique sous la forme de l'existence d'une couche sociale spécialisée.

III – La sociologie, science des faits construits

La pratique de la sociologie, du point de vue universitaire tout au moins, est récente au Gabon. Pour les deux premières générations qui se sont efforcées de construire la sociologie au Gabon, la lutte en faveur de la sociologie scientifique impliquait une action dans trois directions :

- Obtenir la reconnaissance de la sociologie comme science théorique, de caractère empirique, soumise à des règles analogues à celles des autres sciences et conçue, par conséquent, d'une manière très différente de la pratique suivie jusqu'alors;
- Créer des filières nécessaires à la formation de sociologues;
- Développer l'enseignement et la recherche sociologique qui, pendant près de dix ans, ne figuraient que comme matières congrues inscrites au programme d'un enseignement de tronc commun avec la philosophie et la psychologie.

Ces trois directions convergeaient vers un objectif commun : l'institutionnalisation de la sociologie au Gabon.

1. – *La pratique sociologique de la première génération*

G. Balandier n'a jamais enseigné au Gabon, mais son influence s'exerce à travers ses ouvrages et ses cours à la Sorbonne et à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales où les sociologues de la deuxième génération ont suivi ses enseignements. Il a particulièrement dirigé J. Ekagha Assey.

L. M. Biffot, bénéficiant de la structure locale de l'O.R.S.T.O.M., a mené quelques enquêtes de terrain avant de s'engager dans la formation des sociologues en 1970. Son action sera néanmoins limitée par l'organisation même de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines à ses débuts (Tronc Commun Philosophie – Psychologie – Sociologie) et par ses nombreuses activités extra académiques qui ne lui auraient pas donné la possibilité d'exercer une réelle influence dans les milieux académiques.

2. – *La pratique sociologique de la deuxième génération*

Si la sociologie au Gabon reste attachée au nom de G. Balandier, il n'y a pas véritablement de continuité entre la première et la seconde génération. Cependant on note une convergence, puisque aucune des deux générations n'a

jamais mis en doute la légitimité de la sociologie comme science et son indépendance à l'égard de la politique.

A partir de 1980, s'instaure peu à peu, avec l'autonomie du Département, une tradition et une culture scientifiques. Les programmes élaborés traduisaient, sur le plan du contenu, le souci théorique des enseignants qui avaient pour tâches d'élever le niveau de conceptualisation et de la discussion dans le sens d'une plus grande abstraction. C'est précisément là que commencent les tribulations.

La déconvenue de la sociologie a lieu en l'absence de L. M. Biffot, A. Diaz et J. F. Mbah affecté à l'Ecole des Cadres du Parti puis au Lycée d'Etat de Koulamoutou en qualité de professeur de français. C'est le triomphe des non sociologues qui auront réussi à isoler Achille Dejean, Paulin Nguema Obam et J. Ekaghba Assey. On peu parler d'un effet conjugué des enseignants formés à l'Université Pontificale de Rome (Martin Alhianga, Jean Robert Eboulia), des enseignants aux cursus philosophique et anthropologique (Rose Ondo, Pierre Ayaminé, Paulin Nguema Obam), des sociologues entièrement formés en France et engagés dans la mouvance du développement (G. N. Mboubou Ngoma, G. Moutou) qui a joué en faveur d'une orientation résolument tournée vers l'étude des problèmes sociaux.

3. – *La pratique de la troisième génération*

Les sociologues de la troisième génération ne seront pas exemptés de ces tribulations. Beaucoup plus hétérogène, mais pétrie dans le clivage épistémologique de la deuxième génération, la troisième génération va également se scinder en deux tendances :

- la première, de tradition française, orientée vers la réflexion théorique, est constituée par certains des enseignants formés à l'U.O.B. et en France;
- la seconde, mue par le pragmatisme des anciens abbés enseignant au Département, orientée vers le développement et le communautarisme, est représentée par une autre frange d'enseignants formés à l'U.O.B. et au Canada.

Avec le retour à l'ancienne dénomination, le réaménagement des filières va recouper les préoccupations épistémologiques précédemment évoquées. Ainsi, la « Planification du Développement » devient Sociologie du Développement; la « Planification des Ressources Humaines » se transforme en Sociologie du Travail. La filière « Sociologie de la Connaissance » sera organisée avec pour visées fondamentales, l'enseignement et la recherche.

Aussitôt cette nouvelle organisation mise en place, s'est posé le problème de l'émergence du discours scientifique puisque l'espace du Département était désormais réparti en trois entités. Des récriminations injustifiées furent adressées à la filière connaissance sur son orientation trop théorique; ces récriminations reflétaient simplement l'hypertrophie de la fonction didactique.

En effet, le cours universitaire pour un certain nombre d'enseignants de la filière développement ne constitue pas comme cela est sa vocation, une conversion des énoncés scientifiques en énoncés didactiques mais plutôt le lieu de conversations sur les problèmes sociaux. La même dérive s'observe dans la filière Travail avec les enseignements comme « Planification des ressources humaines », « Administration et Gestion des entreprises » et « Connaissance et Administration de l'entreprise gabonaise ». C'est à ce niveau qu'apparaît le surinvestissement idéologique de ces enseignants qui ont du mal à distinguer sociologie et étude des problèmes sociaux et y voient dans la sociologie une discipline par trop critique, donc subversive. On peut comprendre ce surinvestissement idéologique comme une irruption du politique dans un lieu où le discours est, par définition, de nature scientifique. Se considérant comme des universitaires intégrés à la sphère du pouvoir, le surinvestissement idéologique crée chez eux une réelle difficulté à passer du statut d'enseignant universitaire à celui de producteur de discours dit scientifique ou reconnu comme tel. Et même si le développement apparaît comme une entreprise consciente de fabrication idéologique dominante articulée aux mécanismes de la domination idéologique, cela reste « un phénomène volontariste, aléatoire, hétérogène, qui ne traduit, ne reflète, ni ne concrétise les productions culturelles et idéologiques, conscientes et inconscientes, d'une couche sociale donnée »¹⁹.

Si l'on a pu constater une relative homogénéité des cursus comme un élément intégrateur ou comme un point d'articulation des rapports scientifiques entre procès de production des connaissances et processus de transmission en ce qui concerne, les pionniers des deux premières générations, la situation sociologique depuis 1980, se caractérise par l'hétérogénéité scientifique avec le flux d'enseignants ayant étudié au Canada. Cette hétérogénéité est devenue déterminante et peut expliquer le net clivage intellectuel qui se manifeste dans le Département et s'exprime par deux tendances :

- la première, centrée sur la thématique du développement est connue pour ses tendances a-théoriques. Elle s'illustre dans l'étude des problèmes sociaux, investigations qui se caractérisent par la désorganisation conceptuelle ou encore le refus de tout effort systématique en vue d'une intégration de la théorie sociologique;
- la seconde, préoccupée par le défrichement de nouveaux domaines de l'activité scientifique, réaffirme que le cours universitaire a pour vocation, la conversion des énoncés scientifiques en énoncés didactiques en même temps qu'il peut constituer le point de départ pour une recherche menée ultérieurement. C'est pourquoi, il doit être dispensé de manière à transformer des problématiques et des objets hétérogènes en objets de connaissance circonscrits; il doit consister à déployer dans le Département,

espace discursif reconnu et diversifié, des textes et travaux soumis à la confrontation, à la discussion.

Il importe donc que les sociologues se rendent compte, dès à présent, que s'ils veulent constituer une communauté scientifique et s'intégrer dans l'ensemble de la société, ils doivent réorienter la thématique du développement qui, introduite et appliquée pour servir les intérêts des dirigeants, n'a pas véritablement trouvé d'écho dans les différentes couches de la société, à l'exception de l'élite. L'enseignement de la sociologie doit viser non seulement à assurer une formation scientifique, mais surtout à créer un état d'esprit qui conduise à voir en elle une discipline de transformation intellectuelle et sociale.

Conclusion

Le développement de la sociologie au Gabon, à travers son implantation à l'université, a montré qu'il y avait de nombreux obstacles. Si l'organisation des enseignements et de la recherche a été difficile en raison de la suspicion qui s'étendait d'un groupe d'enseignants à la sociologie elle-même, cette situation résultait de l'influence de certaines personnes qui, ayant écrit, avec plus ou moins de bonheur, des études plus ou moins documentées sur des sujets sociologiques, anthropologiques, s'occupaient également des tâches d'enseignement. Mais c'est davantage les sociologues eux-mêmes, notamment ceux qui ont adopté l'orientation qui, analysant la structure sociale en termes de modernité, de développement ont par là même homologué une image irréaliste de la société gabonaise et nui à une réflexion théorique cohérente sur l'étude empirique des phénomènes sociaux.

La situation actuelle reflète bien cette double tendance idéologique avec le questionnement suivant : doit-on impérativement disposer d'une théorie cohérente avant d'entreprendre l'étude empirique des faits sociaux ou est-il plutôt indispensable de parvenir à la connaissance par des recherches sur le terrain, c'est-à-dire sur les problèmes sociaux avant de formuler des concepts théoriques?

Ces quarante premières années de l'indépendance ont été marquées par la perplexité, car les sociologues ayant reçu une formation spécialisée sont peu nombreux et confrontés à la tyrannie de la sociologie spontanée. La sociologie ne pourra émerger qu'en conséquence de l'érosion du développementalisme, de l'expertise, lesquels font obstacle à l'éclosion d'une communauté scientifique à même d'entreprendre une réflexion sur la fonction sociale et le discours produit par le sociologue.

Notes

1. J. Ekaghba-Assey : *L'Economie moderne et les relations inter-ethniques dans la région de Lambaréné (Gabon)*. Thèse Doctorat 3^e cycle Sociologie – Paris V – Sorbonne, 1974.

2. J. Aboughe-Obame : *Acculturation et sous développement au Gabon* – Thèse Doctorat 3^e cycle Sociologie Paris V – Sorbonne, 1975.
3. Nzougne-Mendome Edane : *L'Evolution socio-économique de Libreville depuis 1960. Pour une problématique des classes sociales dans la ville africaine*. Thèse Doctorat 3^e cycle Sociologie, Paris V, Sorbonne, 1977.
4. J. F. Mbah : *Le tribalisme, survivance et/ou adaptation de l'idéologie dominante au Gabon* – Thèse Doctorat 3^e cycle Sociologie – Paris V, Sorbonne, 1979.
5. Lire à cet effet, J. F. Mbah : *La Recherche en Sciences Sociales au Gabon*. Paris L'Harmattan 1987.
6. J. F. Mbah est enseignant permanent à l'Université depuis 1979. J. Ekaghba Assey, ancien directeur de l'Institut de recherche en sciences humaines, enseigne également à l'Université. J. Aboughe-Obame a exercé à ELF-Gabon pendant plusieurs années tandis que Nzougnet Mendome Edane était Conseiller au Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme.
7. Notre contribution avait été en outre, la proposition de deux enseignements : le premier, sur l'idéologie, le second sur les études africaines. Beaucoup plus tard, en 1991, ces enseignements seront dispensés dans la filière que nous avons organisé, sociologie de la connaissance. L'effort de réflexion sur les programmes se poursuivra en 1996, avec la proposition d'un autre enseignement consacré à la culture et à l'identité.
8. Document intitulé Réforme du Département de Sociologie de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines – Annexe 2. Ce document a été rédigé par le Chef de Département de Sociologie de l'époque, p. 5.
9. Document Réforme du Département, idem. p. 7.
10. J. Labbens : « Les rôles du sociologue et le développement en Amérique Latine », *R.I.S.S.* – Unesco, vol. XXI (1969), n° 3, p. 462.
11. N. Etsang Ngoua : *Le développement des petites et moyennes entreprises (PME) face aux entreprises étrangères au Gabon* – Mémoire de Maîtrise de Sociologie, Libreville, 1985. – M. Mba Obiang : *Esquisse d'une stratégie de développement du Gabon à partir de la petite et moyenne entreprise agricole : cas du Woleu-Ntem* – Mémoire de Maîtrise de Sociologie – Libreville, 1991.
T. Mba Akue : *Le paysan fang face à la problématique actuelle de la cacao-culture et perspective du développement rural (cas du village Bikodom)* – Mémoire de Maîtrise – Libreville, 1993. – S. Yoya dit Yaualt : *Gamba du campement de pêche à la cité pétrolière* – Mémoire de Maîtrise – Libreville 1993.
12. J. Labbens : op cit. p. 462.
13. P. Achard : « Sociologie du Développement » ou Sociologie du « Développement », *Revue Tiers Monde*, T. XXIII, n° 90, avril – juin 1982, pp. 257 - 258.
14. J. Lombard : « Une sociologie à la recherche de son identité : espoir d'un bilan », *Année Sociologique*, Vol 42, Paris, PUF 1992, p. 87. – A. Guichaoua – Y. Goussault : *Sciences sociales et développement* – Paris – Armand Colin (Collection « Cursus »), 1993, pp. 91 ... 98.
15. P. Achard : op cit, pp 257 - 258.

16. J. Labbens : op cit, p. 462.
17. P. Labbens : op cit, p. 462.
18. Lire à cet effet l'ouvrage de J. Copans « *La Longue marche de la modernité africaine* » Karthala, Paris, 1990.
19. J. Copans : op cit, p. 318.

Jean Ferdinand Mbah
L'Université de LIBREVILLE
Gabon